

Strasbourg, 22 novembre 2022

CCS(2022)8

Séminaire

La cohésion sociale : de nouveaux défis

Conseil de l'Europe, Comité européen pour la Cohésion sociale (CCS)

Séminaire hybride, Strasbourg, France et par vidéoconférence

23 novembre 2022

Note conceptuelle

La pandémie de Covid-19 a eu un impact très important sur la jouissance d'un large éventail de droits sociaux. La pandémie a posé de nouveaux défis à la cohésion sociale dans les Etats membres du Conseil de l'Europe qui auront des effets durables. Cette crise sans précédent a ébranlé l'économie de nos pays et mis à mal le tissu social de nos sociétés, affectant notamment les marchés du travail, les services de santé et les systèmes éducatifs.

Cette crise sociale et économique a amplifié les difficultés systémiques auxquelles sont confrontés les systèmes de santé dans la grande majorité des pays. Elle a également révélé que la réponse des États à la pandémie a parfois entraîné des conséquences inattendues. Par exemple, les mesures de confinement instituées pour des raisons sanitaires valables, mais sans mesures de soutien et d'atténuation suffisantes pour accompagner les personnes en situation de vulnérabilité, ont eu des effets néfastes sur ces dernières, tels qu'une aggravation de l'isolement social et des difficultés d'accès aux services de santé de base. En outre, les nouveaux modes de travail (tels que le travail à distance, les modalités de travail flexibles et les emplois de l'économie numérique) introduits et/ou accélérés pendant la pandémie ont radicalement transformé nos perceptions et les réalités des relations de travail. Cela n'a pas été sans impact sur les familles et les communautés, avec par exemple des frontières de plus en plus floues entre vie professionnelle et vie privée et des risques de dérapage des horaires de travail. Certes, les effets de la crise se sont déjà révélés inégaux, les personnes se trouvant dans les situations les plus vulnérables (comme les personnes handicapées, les personnes âgées, les ménages à faibles revenus et les familles monoparentales, etc.) étant touchées de manière disproportionnée. Tout ceci pose des défis indéniables en termes de cohésion sociale et, par conséquent, de gouvernance dans le domaine social à tous les niveaux, qu'ils soient locaux ou nationaux.

En même temps, les réponses à la pandémie ont déclenché des plans de soutien financier dans les domaines de l'emploi et des soins de santé à une échelle significative afin d'aider les gens à traverser cette période difficile. La priorité accordée aux droits sociaux connexes devrait servir d'inspiration pour le développement de politiques de cohésion sociale plus audacieuses, ancrées dans les principes défendus par le Conseil de l'Europe en matière de droits de l'homme - y compris les droits sociaux -, de démocratie et d'État de droit, ainsi que dans les valeurs primordiales de respect et de dignité. Investir dans les droits sociaux et leur mise en œuvre permet d'atténuer l'impact négatif de la crise et d'accélérer la reprise économique et sociale postpandémie, et est donc indispensable à la cohésion sociale.

Alors qu'elle se trouve encore dans la phase de récupération postpandémique, une autre crise a frappé l'Europe à la suite de l'agression militaire russe contre l'Ukraine. La guerre en Ukraine s'est accompagnée de nouveaux défis non seulement en Ukraine, mais plus largement sur le continent. Le conflit a déclenché une nouvelle crise humanitaire avec des millions de personnes fuyant le conflit, ce qui soulève des défis sociaux et économiques importants pour les pays voisins et les autres pays où un grand nombre d'Ukrainiens cherchent une protection. L'augmentation rapide des prix du gaz et l'interruption des importations de blé, d'huile de tournesol et d'autres produits de base, qui ont résulté du conflit, ont eu un impact économique important en Europe. Cette situation s'est accompagnée d'une inflation croissante et fait courir un risque particulier aux personnes en situation de vulnérabilité, alors que l'hiver arrive et que les prix de l'énergie montent en flèche.

Pour atténuer les conséquences dévastatrices de la guerre, il est nécessaire d'apporter des réponses immédiates et ciblées afin de garantir aux réfugiés l'accès aux droits sociaux fondamentaux, de relever les défis économiques et de préserver la cohésion sociale.

Dans le même temps, la reprise postpandémique et la crise énergétique provoquée par la guerre en Ukraine ouvrent la voie à des politiques publiques ambitieuses visant à lutter contre le changement climatique par une transition vers une économie verte. Le changement climatique nous menace tous mais, comme dans le cas de la pandémie ou du conflit, ce sont les personnes en situation de vulnérabilité qui en ressentent le plus les effets. Les droits de l'homme, et notamment les droits sociaux, offrent une certaine protection pour garantir un environnement sain pour tous et devraient être au cœur des efforts visant à construire une économie verte à partir de zéro, y compris des infrastructures durables. Il est en effet crucial que cette transition se fasse d'une manière juste, qui respecte la dignité humaine de tous et ne laisse personne de côté.

Dans ce contexte, le Conseil de l'Europe organise, sous l'égide du Comité européen pour la Cohésion sociale (CCS), un séminaire qui réunira des décideurs politiques nationaux, des fonctionnaires et d'autres parties prenantes, afin de discuter des défis actuels de la cohésion sociale en Europe et des réponses possibles.

Objectif

L'objectif principal du séminaire est de discuter des défis actuels pour la cohésion sociale, posés par la pandémie de Covid-19 et la guerre en cours en Ukraine, et de suggérer des réponses possibles au niveau politique pour atténuer les conséquences sociales et économiques. Le séminaire se veut également une occasion de réfléchir aux avantages de la transition vers une économie verte comme l'un des moyens de surmonter les crises actuelles et futures.

Il consistera en trois sessions successives de panels, chacune divisée en deux discussions thématiques.

➤ Session du panel 1 : Récupération postpandémique : Défis et perspectives

Au cours de la première session, les discussions porteront sur les défis posés par la pandémie de Covid-19 et les politiques et pratiques de rétablissement postpandémie. Les participants discuteront (i) des politiques nationales, des meilleures pratiques et des enseignements tirés de la pandémie et (ii) des défis et perspectives liés à la phase de redressement postpandémique et à la manière de préserver la cohésion sociale.

➤ Session du panel 2 : Les défis actuels de la cohésion sociale : les conséquences sociales et économiques de l'agression russe contre l'Ukraine.

Au cours de la deuxième session, les discussions porteront sur (i) les défis à la cohésion sociale résultant de la guerre en Ukraine. Les participants discuteront des problèmes sociaux et économiques émanant de cette crise. (ii) Les discussions porteront également sur la situation actuelle des flux migratoires et sur la manière d'intégrer les Ukrainiens dans les communautés d'accueil. Les plans de résilience, de reconstruction et de relance seront discutés sous l'angle des réponses sociales et économiques.

➤ Session du panel 3 : Transition vers une économie verte

La troisième session découlera de la prise de conscience, amplifiée par la crise énergétique liée au conflit, que (i) la transition vers une économie verte est devenue un besoin urgent. Mais comment faire en sorte que la transition vers une économie verte ne mette pas en péril la cohésion sociale ? (ii) Le développement d'infrastructures durables pour rendre l'économie plus verte est une priorité. De quelle manière les pays et les organisations répondent-ils au développement d'infrastructures qui sont conçues, mises en œuvre et entretenues dans une perspective holistique ?"

Séminaire

« La cohésion sociale : de nouveaux défis »
Conseil de l'Europe, Comité européen pour la Cohésion sociale (CCS)

Mercredi, 23 novembre 2022, 9h00 – 17h00

Salle 10, Palais de l'Europe, Strasbourg, France
et par vidéoconférence

KUDO <https://vmeeting.coe.int/k8/241116414226/join>

ID de la réunion: 241116414226

PROGRAMME

9h00-9h15 **Enregistrement des participants**

9h15-9h45 **Discours d'ouverture et de bienvenue**

M. Christophe POIREL, Directeur des droits de l'homme, DGI,
Conseil de l'Europe

M. Joe GERADA, Conseiller auprès du ministre de la politique
sociale et des droits de l'enfant, ministère de la politique sociale
et des droits de l'enfant de Malte, et Président du Comité
européen pour la cohésion sociale (CCS)

9h45-11h00 **Première session du panel : Le rétablissement
postpandémique : Défis et perspectives**

*Les principaux enseignements tirés de la pandémie qui nous
prépareront mieux pour l'avenir en créant des sociétés plus
résilientes, avec une meilleure cohésion sociale, fondées sur
les droits de l'homme, notamment les droits sociaux, la
démocratie et l'État de droit. Quels sont les défis et les
perspectives de la reprise post-Covid ? Comment les États
membres du Conseil de l'Europe peuvent-ils s'engager sur la
voie de la reprise tout en préservant pleinement la cohésion
sociale (par exemple en poursuivant les objectifs de
développement durable en matière de pauvreté, de santé,
d'éducation et d'emploi) ?*

Modérateur : M. Joe GERADA, Conseiller auprès du ministre
de la politique sociale et des droits de l'enfant, ministère de la
politique sociale et des droits de l'enfant de Malte, et président
du Comité européen pour la cohésion sociale (CCS)

Orateurs :

Dr. Marie BRIGUGLIO, Maître de conférences, Université de
Malte

M. Olli E. KANGAS, PhD, Professeur, Directeur de recherche, Département des sciences sociales, Université de Turku

Mme Mary DALY, PhD, Professeur, Université d'Oxford

Dr. Mario Thomas VASSALLO, Chef du département de politique publique, Faculté d'économie, de gestion et de comptabilité, Université de Malte.

Mme Tatiana PUIU, membre du Comité européen des droits sociaux (CEDS)

11h00-11h15

Pause-café

11h15-12h30

Deuxième session du panel : Les défis actuels de la cohésion sociale : les conséquences sociales et économiques de l'agression russe contre l'Ukraine

La guerre en Ukraine a ajouté une nouvelle couche de perturbations dans nos sociétés. Les défis liés à la hausse des prix de l'énergie, à l'augmentation du coût des denrées alimentaires de base et aux flux migratoires peuvent-ils être relevés efficacement, parallèlement aux mesures qui doivent être prises à la suite de la pandémie ? Avons-nous affaire à deux séries de défis différents ou s'agit-il de différentes facettes d'une transition plus globale ?

Modérateur : Mme Rita SKREBISKIENE, conseillère principale, Groupe de gestion des politiques et projets horizontaux, ministère de la sécurité sociale et du travail de la République de Lituanie et Vice-présidente du Comité européen pour la cohésion sociale (CCS)

Orateurs :

M. Michael WINDFUHR, Directeur adjoint de l'Institut allemand des droits de l'homme / expert membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies (ONU)

M. Maksym SHCHERBATYUK, Directeur de programme et directeur du réseau des centres d'aide juridique (LAC's), Union ukrainienne des droits de l'homme Helsinki

Mme Martina HUBER, experte principale en matière de migration, Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA)

Mme Alla FEDOROVA, PhD, Professeur associé, Taras Shevchenko, Université nationale de Kyiv, Institut des relations internationales

M. Massimiliano MASCHERINI, Chef d'unité, Unité des politiques sociales, Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound)

12h30-14h30

Pause déjeuner

14h30-16h30

Troisième session du panel : Transition vers une économie verte

La crise énergétique qui a éclaté à la suite de la guerre en Ukraine a également soulevé la question mondiale de l'approvisionnement en énergie. Cela va de pair avec la question plus large du changement climatique et souligne la nécessité de penser en termes de transition vers une économie verte pour rendre nos sociétés plus résistantes à l'environnement. Une telle transition doit tenir compte de la nécessité de respecter les droits de l'homme, y compris les droits sociaux. Quelles sont les principales décisions politiques que les États membres doivent prendre pour garantir que la transition vers une économie verte profite à tous et renforce la cohésion sociale ? De quelle manière les pays et les organisations répondent-ils au développement des infrastructures, qui sont conçues, mises en œuvre et entretenues dans une perspective holistique ?

Modérateur : M. Jerzy CIECHANSKI, Conseiller, département de la coopération internationale, ministère de la famille, du travail et de la politique sociale de Pologne et membre du bureau du Comité européen pour la cohésion sociale (CCS).

Orateurs :

Dr Philip VON BROCKDORFF, Professeur, consultant du Conseil de l'Europe

M. Žiga ŽARNIC, responsable des examens par pays, des ODD et de la mesure d'impact, Centre pour le bien-être, l'inclusion, la durabilité et l'égalité des chances (WISE), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

M. Pierre KLEIN, Tous ensemble dans la dignité, ATD Quart Monde International

Mme Anna RURKA, Maîtresse de conférences et Directrice du département des Sciences de l'éducation et de la formation, Université Paris Nanterre, et Présidente sortante de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe

16h30-16h45

Clôture du séminaire

M. Joe GERADA, M. Joe GERADA, Conseiller auprès du ministre de la politique sociale et des droits de l'enfant, ministère de la politique sociale et des droits de l'enfant de Malte, et président du Comité européen pour la cohésion sociale (CCS)

16h45-17h00

Réseautage et café